

# ACTION URGENTE

## DES FAMILLES SOUS LA MENACE IMMINENTE D'UNE EXPULSION FORCÉE

**Six familles de la localité de Bagou, dans le district de Haidian à Pékin, risquent d'être expulsées de chez elles le 14 septembre. Les autorités n'ont pas apporté les protections exigées et ces personnes pourraient se retrouver sans abri.**

Le 9 septembre, les six familles (28 personnes au total) se sont vu notifier par la police un ordre de quitter leur maison avant le 14 septembre. Si elles ne le font pas dans ce délai, indiquait la notification, elles seront expulsées et leurs maisons seront rasées, conformément « à la législation ». Les autorités n'ont pas conduit de consultation véritable auprès d'elles, ne leur ont pas proposé de compensation ni de solution de relogement adéquates et ne leur ont pas ouvert l'accès à une voie de recours juridique appropriée. Les personnes concernées ont par ailleurs été harcelées, menacées et frappées.

En 2003, environ 6 000 familles de Bagou ont appris qu'elles allaient devoir partir car les autorités avaient vendu les terres de la localité à des promoteurs pour un projet de « ceinture verte » autour de Pékin. Soumis à des actes de harcèlement et d'intimidation à répétition de la part des promoteurs, la plupart des habitants se sont vu contraints de quitter les lieux. Il ne reste plus aujourd'hui que six familles sur place.

Ces familles, qui vivent dans la région depuis des générations, ont présenté un recours juridique contre l'expulsion en faisant valoir un certain nombre d'éléments, notamment le fait que la proposition d'indemnisation n'était pas conforme aux critères fixés par la Loi sur l'administration des terres et que le promoteur avait présenté de manière mensongère l'étude environnementale et construit des bâtiments à usage résidentiel et commercial plutôt qu'une « ceinture verte ». Un appel déposé le 19 novembre 2012 est actuellement en instance devant le tribunal populaire supérieur de Pékin.

Parmi les membres de ces six familles figurent deux personnes physiquement handicapées, six personnes âgées et cinq enfants. Les actes de harcèlement contre les habitants se sont intensifiés ces derniers mois. Des dizaines de personnes en civil ou en uniforme de police et tenue antiémeutes sont désormais présentes au village et menacent de démolir les maisons encore debout.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en chinois ou dans votre propre langue :**

- Demandez aux autorités de ne pas expulser les habitants du village de Bagou (district de Haidian, Pékin) tant que leur recours en justice n'a pas été examiné et, en tout état de cause, de ne pas les expulser sans respecter les garanties légales, notamment l'information préalable en bonne et due forme et l'indemnisation appropriée ;
- demandez-leur de mettre un terme à tous les actes d'intimidation et de harcèlement perpétrés par les agents de l'État et par des acteurs non étatiques, et de conduire une enquête sur ces agissements ;
- demandez-leur de veiller à ce que personne ne se retrouve sans abri du fait d'une expulsion, en proposant des solutions de relogement pour ceux qui ne peuvent subvenir à leurs besoins.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 23 OCTOBRE 2013 À :**

Maire du gouvernement populaire  
municipal de Pékin

Wang Anshun Shizhang  
Beijingshi Renmin Zhengfu  
2 Zhengyilu, Dongchengqu  
Beijingshi 100744  
République populaire de Chine  
Fax: +86 10 84371700

**Formule d'appel : Dear Mayor, / Monsieur  
le Maire,**

Secrétaire du Comité du Parti communiste  
pour la ville de Pékin

Guo Jinlong Shuji  
Beijingshi Weiyuanhui  
3 Taijichangdajie, Dongchengqu  
Beijingshi 100743  
République populaire de Chine  
Tél : +86 10 65121118 (chinois  
uniquement)

**Formule d'appel : Dear Secretary, /  
Monsieur,**

#### **Copies à :**

Tribunal populaire intermédiaire n° 1  
de Pékin

Ji Luohong Yuanzhang  
16 Shijingshanlu, Shijingshanqu  
Beijingshi 10040  
République populaire de Chine  
Tél : +86 10 6863 9038 (chinois  
uniquement)  
Courriels : bjlyz-mylgt@china.court.org  
**Formule d'appel : Dear President, /  
Monsieur le Président,**

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse  
Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

# ACTION URGENTE

## DES FAMILLES SOUS LA MENACE IMMINENTE D'UNE EXPULSION FORCÉE

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les habitants de Bagou ne sont pas propriétaires des terrains sur lesquels ils vivent, mais ils ont néanmoins le droit de les utiliser. Après la vente de ces terrains à des promoteurs, la population a commencé à subir des actes de harcèlement et d'intimidation. Les promoteurs ont coupé l'électricité et l'eau, endommagé le système d'évacuation des eaux usées et bloqué la route d'accès au village. Ils ont en outre engagé des hommes de main, qui se sont livrés à des passages à tabac, des descentes dans les maisons et des destructions. Une femme âgée de 95 ans a succombé à une crise cardiaque lors d'un tel raid. Des hommes armés de barres de fer et de bâtons avaient fait irruption dans sa maison. Les habitants du village ont porté plainte mais la police a refusé d'ouvrir une enquête.

Plus récemment, le 16 août 2013 à 6 heures, 400 agents de la police et des services d'urbanisme du district de Haidian (Pékin) ont encerclé le village et bouclé la zone, puis deux bulldozers ont démoli plus de 50 maisons. Une femme âgée de 67 ans a été légèrement blessée au moment où les ouvriers chargés de la démolition l'évacuaient de force de chez elle. Par ailleurs au moins trois hommes ont été frappés. Cette fois encore la police a refusé d'ouvrir une enquête.

Contrairement à ce qui a été dit aux habitants, le Comité d'administration de la voirie du district de Haidian a vendu les terrains au groupe d'investissement Willow, directement détenu par la municipalité de Haidian, pour un projet d'aménagement à vocation résidentielle et commerciale. Les 6 000 familles concernées (10 000 personnes environ) se sont vu proposer une indemnisation et ont reçu la promesse qu'elles pourraient faire l'acquisition dans un délai de deux ans, à un prix normal, d'un appartement dans un lot spécifiquement réservé. Mais le promoteur a en fait construit sur ce lot des logements de luxe et des locaux commerciaux. Un grand nombre de personnes qui ont quitté le village sont aujourd'hui confrontées à des difficultés financières et l'indemnisation qui leur a été versée n'est pas suffisante pour l'achat d'un nouveau logement à Pékin.

En 2006, les six dernières familles ont présenté un recours administratif contre les promoteurs, mais le Bureau de gestion du logement du district de Haidian ne l'a pas jugé recevable. Les familles ont saisi le tribunal populaire intermédiaire n° 1 de Pékin en 2006, 2007 et 2009. Tous leurs recours ont été rejetés, et à chaque fois le tribunal a estimé que les procédures légales avaient été respectées. Le 19 novembre 2012, elles ont déposé un appel devant le tribunal populaire supérieur de Pékin. L'appel est actuellement en cours d'examen. Le 9 septembre, les six familles ont reçu une notification émise par le tribunal populaire intermédiaire n° 1 de Pékin, leur indiquant qu'elles devaient avoir quitté leur maison le 14 septembre au plus tard. Les expulsions forcées de personnes, chassées de leurs terres ou de leur maison au mépris des garanties et des procédures légales, sont devenues monnaie courante en Chine. Ces expulsions constituent des violations graves des droits humains. Les opérations sont fréquemment menées de manière soudaine et brutale, ce qui parfois entraîne la mort de personnes. Les expulsions sont bien souvent précédées d'une longue campagne de menaces et de harcèlement – pouvant aller jusqu'au passage à tabac ou à l'enlèvement. Dans un cas au moins, une personne a même été enterrée vivante. Dans bien des cas l'offre d'indemnisation et/ou la proposition de relogement sont inadéquates, voire inexistantes.

Comme l'a établi le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies, qui a pour mission de suivre la mise en œuvre par les États parties du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les gouvernements ne peuvent procéder à des expulsions que lorsqu'un certain nombre de garanties de procédure sont respectées. Ces garanties sont notamment les suivantes : possibilité de consultation véritable avec les intéressés, comprenant notamment l'examen de toutes les autres solutions envisageables ; délai de préavis suffisant et raisonnable ; informations sur l'expulsion envisagée et, le cas échéant, sur la réaffectation du terrain ou du logement, fournies dans un délai raisonnable à toutes les personnes concernées ; présence des agents ou des représentants du gouvernement, lors de l'expulsion ; identification des personnes procédant à l'expulsion ; pas d'expulsion par temps particulièrement mauvais ou de nuit, à moins que les intéressés n'y consentent ; offre d'une solution de relogement adéquate ; accès aux recours prévus par la loi ; et octroi d'une aide judiciaire, le cas échéant, aux personnes qui en ont besoin pour introduire un recours devant les tribunaux. Les gouvernements ont également l'obligation de protéger les personnes contre les expulsions forcées menées par des agents non étatiques et contre les actes de violence ou de harcèlement. Les agents de la force publique ne peuvent faire usage de la force que de manière proportionnée, et uniquement lorsque les circonstances l'exigent. Selon le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies, lorsqu'une expulsion est considérée comme justifiée, elle doit se faire dans le strict respect des dispositions pertinentes du droit international relatif aux droits humains et en conformité avec le principe général de proportionnalité.

Habitants de la localité de Bagou  
Hommes et femmes